



Montréal, le 25 août 2015

Monsieur Stephen Harper
Monsieur Thomas Mulcair
Monsieur Justin Trudeau
Monsieur Gilles Duceppe
Madame Élisabeth May

La première sécurité, c'est d'avoir un toit

Madame, Messieurs,

Nous représentons la société civile québécoise active dans le domaine du logement et de l'itinérance. Nos organisations travaillent depuis des décennies à répondre aux besoins des centaines de milliers de nos concitoyens et concitoyennes pour qui le logement privé n'offre pas de réponse satisfaisante. À l'échelle canadienne, plus 1 552 000 ménages ont des besoins impérieux de logement parce qu'ils vivent dans des logements inadéquats ou trop coûteux, selon les chiffres de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Collectivement, notre action des dernières décennies a porté fruits (au total, nous offrons près de 150 000 logements), mais il reste encore énormément de travail à faire, et nous sommes préoccupés par le silence de vos partis depuis le début de la campagne face à cette situation qui est à la fois un drame pour les individus et un frein pour le développement économique et social.

Chacune de nos organisations est convaincue que le gouvernement fédéral doit jouer un rôle central pour garantir une offre de logements en adéquation avec les besoins et les droits de tous.

Pour un part croissante de la population, le logement constitue une portion toujours plus importante de son budget. À l'échelle canadienne, quatre ménages locataires sur dix consacrent plus de 30 % de son revenu au loyer.

Des études récentes évaluent que le coût de l'itinérance dans l'économie canadienne s'élève à 7 milliards de dollars. Pendant ce temps, la contribution du gouvernement fédéral au logement social s'étiole.

Depuis quelques années, les conventions d'exploitation signées avec les provinces et les promoteurs de logements sociaux, coopératifs et à but non-lucratifs arrivent à terme sans que l'État fédéral semble se préoccuper des ménages qui y habitent. Le gros des accords expirera dans les cinq années à venir, donc au cours du mandat que vous sollicitez. À moins d'un changement, plus de 365 000 ménages locataires de ces immeubles perdront l'aide financière qu'ils recevaient les exposant à des hausses de loyer souvent spectaculaires alourdissant d'autant le problème de logement à l'échelle globale.

Dans ces circonstances, nous vous demandons de prendre les mesures nécessaires suivantes :

1. **maintenir le 1,7 milliard \$ que la SCHL consacre annuellement au financement à long terme du parc actuel de logements sociaux, et ce, de manière à continuer à en assurer l'accessibilité financière aux ménages à plus faible revenu et à les conserver ou les remettre en bon état;**
2. **prévoir un budget supplémentaire substantiel permettant la réalisation de nouveaux logements sociaux et communautaires;**
3. **augmenter le budget de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance, en favorisant à nouveau la diversité d'approches nécessaires à la prévention et à la réduction de ce phénomène.**

En plus de groupes sociaux comme les nôtres, ces mesures vous sont en partie ou en totalité également demandées par d'autres organisations importantes de la société canadienne, tel que la Fédération canadienne des municipalités, l'Association canadienne de construction, et l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine.

Alors que vous sollicitez la confiance des électrices et des électeurs, nous vous demandons de répondre de manière ferme et sans ambiguïté à la question suivante : Prenez-vous l'engagement solennel, si vous êtes élus chefs du prochain gouvernement, de non seulement maintenir la contribution actuelle en faveur du logement social, mais d'y consacrer des ressources supplémentaires afin de renverser la tendance et favoriser l'accès à un toit de qualité à un prix raisonnable pour toutes et tous, y compris les plus fragiles et les plus vulnérables d'entre nous?

Madame, Messieurs, nous attendons vos réponses.



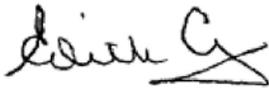
Stéphan Corriveau
Directeur général
Réseau Québécois des OSBL d'habitation



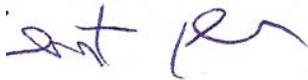
Jacques Côté
Président
Confédération québécoise des coopératives d'habitation



François Saillant
Coordonnateur
Front d'action populaire en réaménagement urbain



Edith Cyr
Présidente
Association des Groupes de ressources techniques du Québec



Robert Pilon
Directeur
Fédération des locataires d'HLM du Québec



Anne Marie Boucher
Coordonnatrice
Réseau solidarité itinérance du Québec



Francine Néméh
Directrice générale
Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain



Claudine Laurin
Directrice générale
Fédération des OSBL d'habitation de Montréal



Claude Pépin
Président
Fédération des coopératives d'habitation de Québec, Chaudière-Appalaches



André Castonguay
Directeur général
Fédération des OSBL d'habitation de Québec, Chaudière-Appalaches

Avec l'appui du Chantier de l'économie sociale